

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 74 (1979)
Heft: 1-fr

Artikel: Drôle de guerre
Autor: Badilatti, Marco
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-174785>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ce n'est pas rien pour une commune de 2000 habitants qui a déjà quelques millions de dettes. Quand les subsides officiels (plus celui qu'on espère d'un futur *Ecu d'or*) seront assurés, une demande de crédit pourra être présentée au Conseil communal. Le projet a suscité des réactions encourageantes dans la population.

Conception moderne

La mollasse de la cour intérieure nord est dans un état alarmant. A première vue, le profane s' imagine qu'il faudrait d'abord concentrer là les efforts. En fait, on ne peut «abstraire» la cour de sa toiture; et l'on ne peut toucher à ce versant de la toiture sans toucher au versant opposé, ni à celui-ci sans s'occuper de la façade sud! Tout se tient, et l'on devra donc procéder par «tranches». Parallèlement, il faudra ins-

taller le chauffage général, les retombées des poêles à mazout actuels contribuant au délitement de la pierre. Puis viendront les aménagements du corps de logis central et d'une grande salle.

On évalue à six ans environ la durée totale des travaux, dont la conception générale sera sans doute différente de ce qu'elle eût été il y a dix ans. Un retard peut avoir du bon! Naguère, on aurait peut-être fait du faux vieux et du trop neuf. Aujourd'hui on ne condamne pas la patine, voire certains défauts, des époques précédentes. L'architecte, M. Jean Bettems, qui s'occupe depuis longtemps du château, estime que son rôle est d'être respectueux et modeste. Quel bel exemple! Un détail sympathique pour finir: les écoliers du château, consultés pour savoir s'ils préféreraient un transfert dans le nouveau collège, ont répondu non avec ensemble!

C.-Ph. Bodinier

La cour intérieure du château d'Aubonne dans son état actuel (photo Municipalité d'Aubonne).



Drôle de guerre

Les interventions parlementaires ne suffisant pas, aux yeux de l'Action nationale, pour combattre efficacement le «bradage» des terres aux étrangers, elle a annoncé l'automne dernier le lancement d'une initiative populaire, pour laquelle les signatures sont actuellement collectées. Elle demande notamment que seuls des étrangers au bénéfice d'un permis d'établissement, ainsi que des personnes morales ou sociétés financières appartenant à 75% au moins à des personnes établies ou ayant leur siège social en Suisse, puissent acheter du terrain dans notre pays.

D'autre part, une commission fédérale d'experts doit élaborer une loi fédérale pour remplacer les dispositions valables jusqu'en 1982 (Lex Furgler) sur l'achat de biens-fonds par des personnes de l'étranger. – On serait curieux de savoir de quelles directives elle va s'inspirer. – Une initiative individuelle du conseiller national Schatz (radical, St-Gall) tend à limiter la vente de biens-fonds, notamment dans les stations touristiques, pour des motifs de protection du paysage. Une motion du conseiller national Muheim (socialiste, Lucerne), vise le même but.

Quatre interventions, un seul objectif! La majorité des cantons est d'accord pour que quelque chose soit fait contre l'actuel «délayage» des dispositions légales. Les Cantons du Valais, de Vaud et du Tessin sont d'un autre avis; ils redoutent qu'une rigoureuse politique de l'immobilier ne leur vaille des désavantages économiques, et invoquent des menaces de crise. Mais ils oublient que la contrainte légale ne se fait sentir que là où font défaut la mesure et le bon sens. Sans quoi, nous pourrions renoncer à la loi Furgler et surtout nous passer de nouvelles initiatives populaires.

Marco Badilatti